

# «La pauvreté menace le modèle suisse»

**REVENUS** Alors que la précarité ne recule pas dans notre pays, Peter Lack, directeur de Caritas Suisse, revient sur les pressions qui pèsent sur les ménages et les façons d’y remédier

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE EIGENMANN

La pauvreté représente une forme de tabou particulier en Suisse et peut sembler moins visible que chez nos voisins. Et pourtant: Caritas, à l’occasion des 125 ans de sa branche suisse, tire la sonnette d’alarme sur l’évolution de cette précarité. En fin d’année, en effet, on apprenait dans un premier monitoring national que le taux de pauvreté en termes de revenu restait stable à environ 8% depuis 2017. Le Conseil fédéral s’était engagé à le réduire, mais n’y est pas parvenu.

Au-delà de cette statistique, Peter Lack, directeur de Caritas Suisse, revient pour *Le Temps* sur ses observations de terrain, alors que l’association accompagne de nouveaux profils touchés et à risque en raison de l’augmentation du coût de la vie. Et sur les mesures qu’il estime nécessaires pour inverser la tendance.

**Le taux de pauvreté en termes de revenu est d’environ 8% depuis 2017. Vous soulignez pour votre part que 16% de la population vit sous le seuil de pauvreté ou juste au-dessus. Pourquoi cette précision est-elle importante selon vous?** Ces deux chiffres proviennent de l’Office fédéral de la statistique. Les 8% concernent les personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté selon une définition très stricte et normative, propre à la Suisse. La valeur moyenne du seuil de pauvreté en Suisse, en 2023, se situait à 2315 francs par mois pour une personne seule et à 4051 francs pour deux adultes et deux enfants. Ces montants doivent couvrir les dépenses quotidiennes et les frais de logement.

Mais les 16% correspondent au taux de personnes touchées ou menacées par la pauvreté: il s’agit donc d’un risque réel, pas seulement potentiel, avec une définition comparable à l’échelle européenne. Et chez Caritas, nous recevons chaque jour ces profils, aussi, qui n’ont pas droit à l’aide sociale parce qu’ils disposent de quelques francs de plus que le seuil défini, mais qui n’arrivent néanmoins pas à joindre les deux bouts. On doit donc être conscients du fait que la première définition nous amène à sous-estimer fortement le problème de la pauvreté en Suisse et que cela ne reflète pas la réalité.

**Vous mettiez en garde début janvier: en 2026, la charge pesant sur les ménages les plus pauvres en Suisse continuera d’augmenter. Pourquoi et comment?** La relation entre revenus et dépenses est très différente entre les personnes qui appartiennent aux 20% de revenus les plus bas par rapport au ménage moyen: les ménages pauvres consacrent la quasi-totalité de leur revenu brut aux frais fixes et aux besoins de base. Dans un ménage se situant dans la moyenne, cette proportion est nettement plus faible, à peine plus de la moitié.

Le logement est le poste budgétaire le plus important des ménages à bas revenus. Selon l’enquête sur le budget des ménages de la Confédération, ils doivent y consacrer en moyenne près d’un tiers de leur revenu brut. Ensuite vient la santé: les primes d’assurance maladie, les frais médicaux et les médicaments absorbent en moyenne 20% du budget, selon les chiffres pour 2020-2021. Et à titre de comparaison, les ménages pauvres doivent consacrer 13% de leur budget à l’alimentation, contre 7% pour le ménage moyen. Le renchérissement touche donc beaucoup plus les personnes aux bas revenus.

**De nouvelles dépenses pèsent également dans les budgets, comme les smartphones.** Oui, mais les technologies numériques sont une condition

## INTERVIEW

### PROFIL

**1968**

Naissance.

**1989-1995**

Etudes de philosophie, de théologie et de psychologie pastorale à Lucerne, Berkeley (Etats-Unis) et Fribourg.

**1991-1993**

Formation d’aumônier au San Francisco General Hospital.

**1995-2002**

Activité d’aumônier pour les malades du sida et les hospices en Suisse.

**2003-2004**

Etudes postgrades en gestion des organisations à but non lucratif à l’Université de Fribourg.

**Depuis 2002**

Gestionnaire d’organisations à but non lucratif et d’associations.

**Depuis 2022**

Directeur de Caritas Suisse.

sine qua non pour s’intégrer dans notre société. Comment postuler à un emploi si vous n’avez pas indiqué un numéro de téléphone portable où l’on peut vous joindre? Comment trouver un logement si vous ne pouvez pas remplir un formulaire de candidature en ligne?

Il existe aujourd’hui une fracture numérique. C’est la raison pour laquelle Caritas propose des formations à l’utilisation de ces technologies et que certaines antennes régionales de Caritas donnent accès à des ordinateurs à prix réduits. Cette dimension fait aussi partie du combat contre la pauvreté.

**A-t-on aussi une autre perception de ce qu’est la précarité en raison des réseaux sociaux, avec la possibilité de se comparer?** Oui. Mais en même temps, ils permettent aussi d’accéder à des conseils et de créer des réseaux de solidarité.

**Les profils concernés par la pauvreté ont-ils évolué ces dernières années?**

Oui. Les dépenses concernant les prestations sociales pour les familles et les enfants sont très modestes dans notre pays. Elles ne représentaient en 2022 que 1,5% du produit intérieur brut. En Allemagne, c’est 3,5% et 2,3% dans l’Union européenne. Les familles sont donc vraiment menacées, avec des infrastructures, comme les crèches, qui restent très chères. On voit lors de nos consultations sociales beaucoup de femmes qui ne peuvent pas travailler au taux qu’elles souhaiteraient parce qu’elles s’occupent encore souvent des enfants et qu’il faudrait pouvoir les mettre à la crèche, mais la famille ne peut pas se le permettre.

Depuis la pandémie, en 2020, nous recevons aussi des profils de personnes qui ne venaient pas avant: des travailleurs actifs dans des professions à bas revenus, ou qui dépendent

de contrats précaires ou encore qui sont indépendants. Je pense que le covid a vraiment mis en lumière la vulnérabilité économique de la Suisse. C’est pour cette raison que nous nous positionnons en faveur du salaire minimum, même s’il reste encore trop bas pour une famille avec trois enfants, par exemple. Il faut encore d’autres formes de prestations complémentaires pour ces familles qui se trouvent juste au-dessus du seuil de pauvreté.

**«Avoir un travail ne protège pas à 100% de la pauvreté: 36 000 personnes actives occupées en Suisse étaient exposées au risque de pauvreté en 2023»**

**Environ 4% des personnes actives occupées en Suisse sont concernées par la pauvreté. Contre 15% des personnes sans activité professionnelle. Autrement dit, le travail représente un moyen d’échapper à cette condition, mais il ne suffit pas toujours. Comment évaluez-vous la situation des travailleurs pauvres en Suisse?** L’opportunité d’avoir un travail ne protège pas à 100% de la pauvreté: 336 000 personnes actives occupées en Suisse étaient exposées au risque de pauvreté en 2023. Cela signifie aussi que des enfants grandissent en vivant cette expérience marquante: leurs parents n’arrivent pas à s’en sortir, bien qu’ils travaillent. Et ces enfants

se voient privés d’opportunités de développement importantes.

**Pour 2025, les partenaires sociaux ont convenu d’une augmentation moyenne de 1,2% des salaires effectifs. Les salaires réels, qui tiennent compte des prévisions de renchérissement, devraient progresser de 1%. Est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle?** En termes réels, les salaires ont baissé entre 2021 et 2023. Et il s’agit de moyennes calculées sur l’ensemble des salaires. Derrière ces chiffres se cachent des évolutions inégales. Il y a une inégalité des revenus, mais aussi des fortunes.

**Est-ce aussi l’un de vos chevaux de bataille?** Oui, la Suisse figure parmi les pays les plus inégalitaires en matière de fortune: le groupe de 1% les plus riches détient 42% de la fortune nationale, contre 30% aux Etats-Unis, par exemple. Cette inégalité est le résultat de décisions politiques: ces 50 dernières années, l’imposition sur la fortune a diminué et l’impôt sur les successions a aussi perdu du terrain. On entend souvent en Suisse qu’il existe un ruissellement vers le bas grâce aux super-riches, mais on voit que ça ne fonctionne pas.

Nous devons donc considérer la pauvreté et les inégalités comme un tout, et nous allons le thématiser davantage de cette manière dans le futur. Nous avons donc besoin d’une redistribution plus forte grâce à une fiscalité progressive. Dans le même temps, cela sert aussi et tout d’abord à garantir les besoins fondamentaux pour tous, par exemple des logements et des soins abordables ainsi qu’une éducation de qualité.

**Mais nombreux sont ceux qui craignent que les très riches ne quittent la Suisse, et l’introduction d’un impôt sur les successions des grandes fortunes a été largement refusée en votation. Que**

**répondez-vous à ces inquiétudes?** Il faut voir comment trouver un équilibre. Je pense qu’on a de la marge pour améliorer la situation des personnes précaires, sans pour autant voir partir les super-riches. Le risque est aussi de perdre beaucoup à l’intérieur du pays en matière de cohésion sociale et de développement économique, avec des personnes qui n’ont pas d’opportunités de formation quand elles viennent d’une famille pauvre. Pour nous qui sommes du côté des personnes en situation de précarité, ce n’est pas une solution de se dire qu’on va les sacrifier dans l’idée d’éviter le départ de super-riches ou d’entreprises.

**Quelles sont les mesures que vous préconisez aujourd’hui pour diminuer la précarité?** Les priorités sont les loyers et les caisses maladie. Il faut notamment améliorer les subventions que les bas revenus reçoivent pour les primes. A moyen terme, nous misons sur les salaires minimums et davantage d’aides pour les familles dans le besoin. Et à plus long terme, il faut revoir les taxations pour réduire les inégalités, qui ne sont pas acceptables d’un point de vue moral, éthique et social. En plus, cette pauvreté, qui concerne environ 15% de la population, met en danger le modèle à succès suisse.

Mais au niveau politique, il n’existe pas vraiment de lobby pour la pauvreté, et les personnes concernées n’ont souvent pas la possibilité de se mobiliser. L’objectif d’une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté constitue une bonne base pour améliorer et renforcer l’efficacité à l’avenir, mais j’attends également des différents niveaux de l’Etat, en particulier des cantons et des communes, qu’ils apportent leur contribution, car ils sont particulièrement concernés par la question de la pauvreté. ■



«Les ménages pauvres consacrent la quasi-totalité de leur revenu brut aux frais fixes et aux besoins de base», dit Peter Lack, à la tête de Caritas Suisse. (BÂLE, 15 JANVIER 2026/LUCIA HUNZIKER POUR LE TEMPS)